

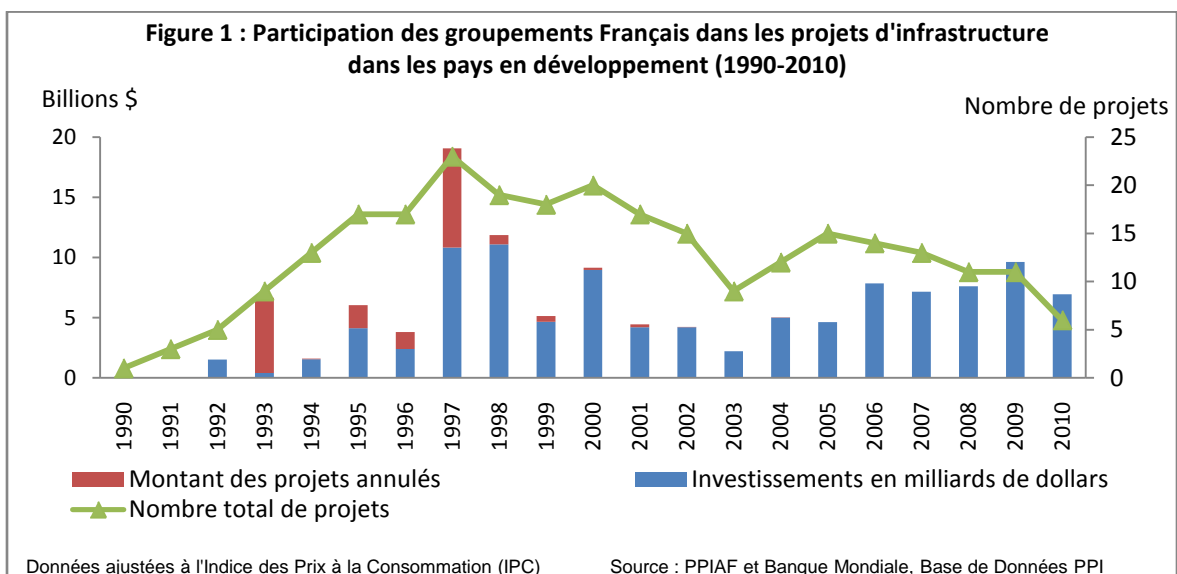
PRIVATE PARTICIPATION IN INFRASTRUCTURE DATABASE

Notes PPI note 63

December 2011

Note sur la participation des groupements Français dans les projets d'infrastructure dans les pays en développement (1990-2010)

De 1990 à 2010, les groupements Français ont participé en tant qu'investisseurs dans **268 projets** d'infrastructure dans les pays en développement¹ (**239 projets ont été menés à terme/sont en cours** et **29 projets ont été annulés**). Le coût total des projets s'élevait à plus de **124 milliards de dollars**² au total. Certains investissements n'ont cependant pas eu lieu en raison de **l'annulation de projets à hauteur de 19.6 milliards de dollars**, en particulier dans le secteur de l'eau au début des années 1990.



Plus de 85% des projets étaient dans des pays à revenu moyen-inférieur et moyen-supérieur³ et 23% dans des pays IDA⁴ (en particulier au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Laos).

Les commanditaires Français ont investi dans des projets d'infrastructure dans cinq régions du monde. Parmi les 224 nouveaux projets, 192 ont été conduits dans trois régions: Amérique latine et caraïbes, Asie de l'est et pacifique et Afrique subsaharienne. La région Amérique latine et caraïbes a attiré le plus d'investissements (35 milliards de dollars, 33% de l'investissement dans des projets non annulés).

Cette note a été rédigée par Khalil Zlaoui, STT, département FEU, Banque mondiale.

¹ Les données d'investissement sont en dollars américains (2010) et sont ajustées à l'indice des prix à la consommation (IPC).

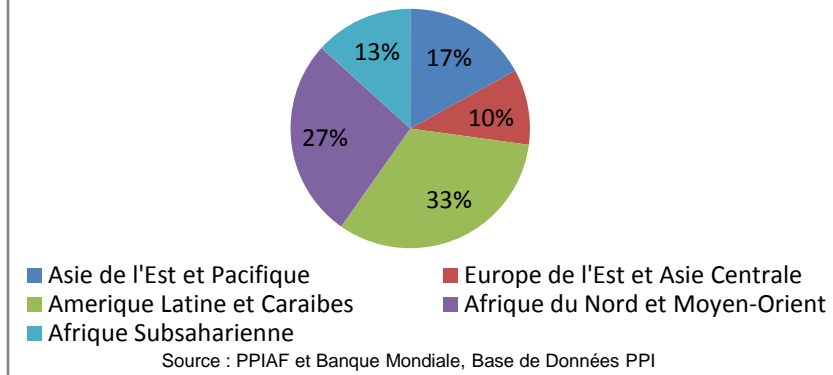
² Les projets inclus dans l'analyse sont ceux dans lesquels les entreprises/sponsors Français avaient une participation d'au moins 15%. Les projets n'ont pas été inclus si le concessionnaire Français a vendu sa participation avant 2010.

³ Cette analyse utilise la classification des pays de la Banque mondiale en « pays à revenu faible » (RNB par habitant en 2009 inférieur ou égal à 995 dollars), « pays à revenu moyen-inférieur » (RNB de 996 à 3,945 dollars), et « pays à revenu moyen-supérieur » (RNB de 3,946 à 12,1955 dollars).

⁴ Les pays IDA sont des pays pauvres (RNB par habitant en 2009 inférieur à 1165 dollars) qui peuvent emprunter auprès de l'Association Internationale de Développement (AID) et qui bénéficient de conditions d'emprunt spéciales.

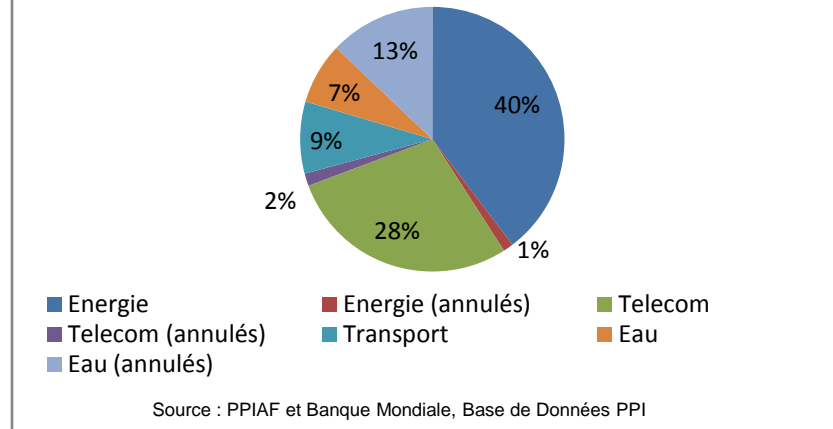
PRIVATE PARTICIPATION IN INFRASTRUCTURE DATABASE

Figure 2: Participation des investisseurs Français dans des projets d'infrastructure par région (1990-2010)



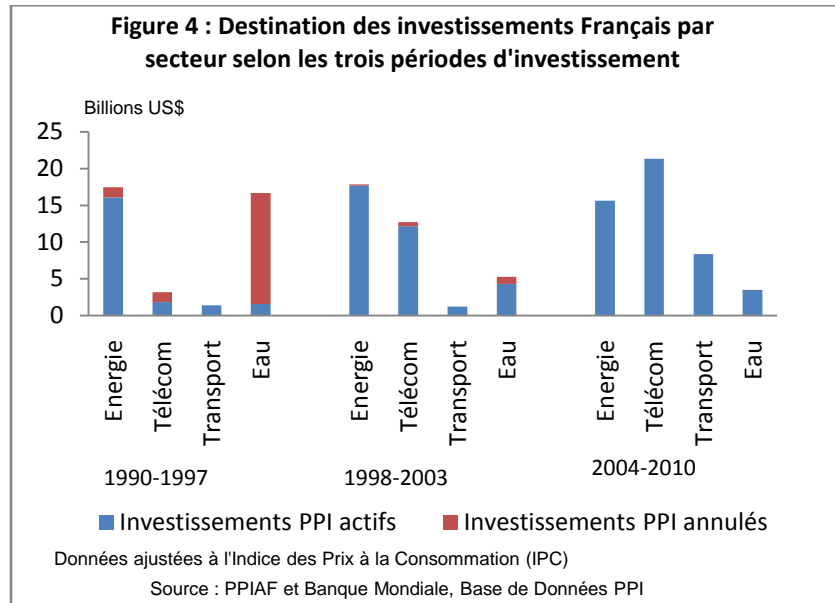
L'investissement a été soutenu sur toute la période dans presque tous les secteurs, avec une tendance pour le secteur de l'énergie (49,4 milliards de dollars, 84 projets) et des télécoms (35,3 milliards de dollars, 28 projets). Parmi les 84 projets d'énergie, 51 étaient des projets greenfield dont 42 dans la production d'électricité. Sur 28 projets télécoms, 12 étaient des projets de téléphonie mobile greenfield. Les projets de transport étaient pour la plupart des projets de terminaux portuaires et aéroportuaires.

Figure 2: Participation des investisseurs Français dans des projets d'infrastructure par secteur (1990-2010)



La première période d'investissement (1990 à 1997) témoigne d'une augmentation des engagements dans des projets d'infrastructure dans le secteur de l'eau (figure 4). La plupart de ces projets (greenfield ou concessions pour des utilités d'eau en Amérique Latine) ont cependant été **annulés**. Le secteur de l'énergie a attiré le plus d'investissements jusqu'au début des années 2000. Quant au secteur des télécoms, il devient attractif et le plus important de 2004 à 2010 (21 milliards de dollars).

PRIVATE PARTICIPATION IN INFRASTRUCTURE DATABASE



Les investisseurs les plus actifs étaient Suez (90 projets, 35,1 milliards de dollars)⁵, France Télécom (25 projets, 22,6 milliards de dollars) et Veolia Environnement (43 projets, 6,8 milliards de dollars). Electricité de France (EDF) a investi dans 17 projets d'infrastructure (8,3 milliards de dollars), La compagnie était active dans les années 90 en Amérique Latine (Brésil, Mexique et Argentine), mais a vendu sa participation dans certains projets au début des années 2000. Ces projets n'ont pas été inclus dans l'analyse.

⁵ Les projets inclus dans l'analyse sont ceux dans lesquels les entreprises/sponsors Français avaient une participation d'au moins 15%. Les projets n'ont pas été inclus si le concessionnaire Français a vendu sa participation avant 2010.